

GRANDE RÉGION

«La cartographie de l'IBPT objective que les opérateurs numériques négligent le monde rural.»

Marie-Noëlle NEVEN

45 % des Européens sont ruraux. Ils ont droit au même numérique que les citadins, proclame RED.

Le très haut débit est vital pour le développement rural



Les défis numériques des zones rurales

Les zones rurales ont autant besoin d'un numérique à très haut débit et de qualité que les villes. Un credo à claironner à l'Europe.

• **Éric LEKANE**

Un colloque pour défendre les intérêts des territoires ruraux en Europe face aux défis du numérique ? Pourtant, la télédistribution et l'Internet, les réseaux 3G et 4G, la fibre optique, on trouve tout cela dans les campagnes, non ?

Détrompez-vous : la situation est mitigée et trompeuse. C'est pourquoi l'institut de la Grande Région (IRG) et l'association internationale RED ont monté ce colloque à Bastogne, afin de faire progresser les intérêts ruraux en Europe.

Le numérique est bien présent dans les territoires ruraux, mais à la traîne par rapport aux zones urbaines toujours plus rapidement rentables à équiper et à exploiter par les opérateurs. C'est connu : en Belgique, le Sud du sillon Sambre et Meuse est toujours le dernier servi en termes de couverture et de qualité de réseaux de téléphonie mobile. La 4G s'y installe peu à peu, mais la cartographie de l'institut belge des services pos-



En France, l'université de Lorraine (Nancy) est à la pointe de la promotion du numérique en territoires ruraux.

taux et de télécommunication (IBPT) objective que des régions entières n'ont toujours pas la 3G !

Or, défend RED, tout le monde a besoin d'un numérique de très haut débit et de qualité, partout. Et pas seulement pour le vétériste qui s'oriente en forêt ou le geek qui veut jouer en réseau depuis son gîte à la ferme. L'enjeu est socio-économique et prioritaire.

Le directeur de RED, Patrice Collignon, parle de l'Internet à très haut débit comme d'un nouveau carburant de développement, d'autres parlent d'une nouvelle matière première, c'est dire son

rôle dans le développement en général, et rural en particulier.

Des exemples ? Un nouvel hôpital, disons construit dans le Sud-Luxembourg, aura besoin d'un énorme débit pour communiquer de l'imagerie de haute précision. Les entreprises de toutes tailles, les centres de recherche, les laboratoires de fabrication («fablab») qui trouvent à la campagne un accueil idéal (pas d'embouteillages, locaux abordables, environnement favorable à la créativité...) ont besoin du très haut débit.

Le colloque se tenait à l'échelle

de la Grande Région (Wallonie, Grand-Duché, Sarre, Lorraine et Rhénanie-Palatinat) pour consolider un lobbying dirigé vers l'Europe. Mais des actions sont déjà en marche en Wallonie : le programme Wallonie Giga-Région doit instaurer une commission de coordination du haut débit ; des budgets européens existent, mais il faut aller les décrocher. Hélas, la Belgique traîne à transposer dans son droit une directive européenne qui vise à réduire le coût du déploiement des réseaux à très haut débit dans les construc-

VITE DIT

Le réseau Edge pour le colloque Le colloque avait lieu à l'Espace 23 à Bastogne. Dans la salle, pas de 4G pour les smartphones des participants, seulement le réseau Edge ! Les organisateurs ont dû y installer la wi-fi. Quant au réseau téléphonique, qualité deux sur cinq...

Qu'est-ce que la ruralité en Europe ? Suivant les critères retenus, les citoyens ruraux de l'Union européenne pèsent 20 % de sa population si on est très strict et que l'on en exclut les zones périurbaines, intermédiaires. Mais pour Patrice Collignon, directeur de R.E.D., la population européenne est rurale à 45 %.

R.E.D., c'est quoi ? Ruralité-Environnement-Développement est une ONG internationale, née en 1980, installée à Attert. Elle exerce son lobbying auprès de l'Union européenne et de sa Commission, en y défendant les intérêts des régions rurales à l'échelle européenne.

Vital comme l'eau ou l'électricité

Le haut débit numérique est aujourd'hui aussi indispensable que l'eau potable ou l'électricité, pour tous.

Parmi les intervenants du colloque, Alain Istasse s'est fait l'avocat des agriculteurs wallons. Il est responsable du paiement des aides agricoles à la Région. Ces services – demande unique, octroi des aides, etc. – ont été dématérialisés, tout se fait en ligne. Des opérations qui, dans les fermes, réclament un Internet suffisant pour transférer des données parfois très lourdes, notamment en cartographie des parcelles agricoles.



Les participants entendent sortir les territoires ruraux de leur marginalité numérique.

Marc Laget est chargé de mission pour l'égalité des territoires, en France. Il souligne que le numérique est une vague énorme que l'on n'arrive pas à mesurer, car son évolution est exponentielle, elle se multiplie

chaque année. Tous les ménages s'en servent quotidiennement aujourd'hui. Le télétravail qu'il permet diminue les déplacements : économie d'énergie égale moins de pollution. Il rend du temps à la fa-

mille, et laisse les gens vivre et consommer dans leur région rurale.

Les imprimantes 3D en Lorraine

Laurent Dupont, de l'université de Lorraine, a présenté le travail réalisé dans sa région pour susciter la créativité et trier les meilleures idées à concrétiser en territoires ruraux. La petite commune de Dieuze (Lorraine) en bénéficie à travers le «fablab» de la société Alchimies, un laboratoire de fabrication, leader mondial dans la conception et la fabrication d'imprimantes 3D. Les imprimantes 3D sont en train de conquérir les industries. Elles ont deux grands avantages : elles ne gaspillent aucune matière première et permettent de fabriquer des pièces, des objets très complexes à proximité

de leurs clients ou consommateurs puisque seules les données nécessaires à la machine doivent circuler par le net. Au surplus, le patron d'Alchimies, Alain Skiba, constate que les chercheurs apprécient de travailler à la campagne...

Une journée, donc, de plaidoyers pour sortir les territoires ruraux de leur marginalité numérique.

Dans ce but, RED travaille actuellement aussi à promouvoir l'établissement d'un agenda rural au sein de la prochaine programmation de l'Union européenne, pour 2021-2027. En fin de colloque, le ministre wallon de la Ruralité, René Collin, a appuyé cette action, estimant qu'un réseau de télécommunication performant n'est ni plus ni moins qu'un service public de base, désormais. ■ **E.Lk.**



L'Avenir - Local: Luxembourg 09/06/2016, pages 2 & 3

Tous droits réservés. Réutilisation et reproduction uniquement avec l'autorisation de l'éditeur de L'Avenir - Local: Luxembourg

